

Le Compte à Terme VTB Direct

Nouveaux TAUX

4,15%
garantis sur 48 mois

DEMANDER MON DOSSIER
(sans engagement)



* taux valable au 12/01/2012

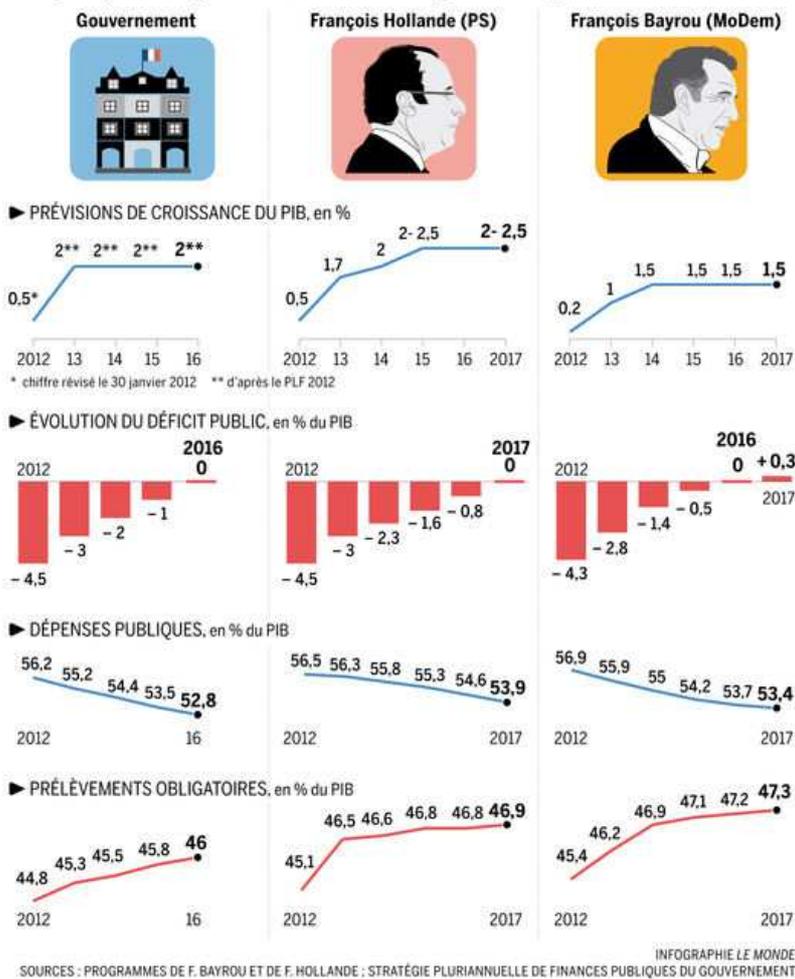
Imprimer

Un geste pour la planète : l'impression de cette information est-elle vraiment nécessaire ?

La bataille de la réduction des dépenses publiques

Le Monde | 04.02.12 | 14h56 • Mis à jour le 06.02.12 | 09h30

Un quinquennat pour ramener les comptes à l'équilibre



Le redressement des finances publiques de la France est un casse-tête dont on n'a pas fini d'entendre parler. Pour ramener les comptes à l'équilibre en 2016 ou 2017, comme le souhaite la Commission européenne et comme s'y sont engagés la droite, le candidat socialiste, François Hollande, et le centriste François Bayrou, il faut trouver une centaine de milliards d'euros.

Marine Le Pen, la présidente du Front national, ne fait pas sienne cette perspective puisqu'elle préconise une sortie pure et simple de la zone euro.

La part respective que prendront, dans la consolidation budgétaire du prochain quinquennat, les hausses d'impôt et les économies est un sujet de polémique récurrent entre la majorité et l'opposition.

La droite pense que la gauche est dépensière par nature. Elle accuse le candidat socialiste à l'Elysée d'avoir pour seul programme le "matraquage fiscal des classes moyennes". François Hollande s'en défend et accuse en retour la majorité de programmer sans le dire plus de 45 milliards d'impôts supplémentaires d'ici à 2016.

Quant au président du MoDem, François Bayrou, il se pose depuis cinq ans en ardent défenseur de la rigueur. "Tous ceux qui prétendent qu'on peut à nouveau dépenser, qu'il n'est pas besoin de faire des économies, ceux-là, une nouvelle fois, mentent et trompent. François Hollande est dans ce jeu. Nicolas Sarkozy est dans ce jeu. Je serai dans cette élection du parti de la vérité", a-t-il déclaré mercredi 1^{er} février en présentant son programme.

Claire Guélaud et Béatrice Jérôme

TOUS PRÉVOIENT D'AUGMENTER LES IMPÔTS

En réalité, aucun d'entre eux n'a le monopole des tours de passe-passe budgétaires et tous prévoient d'augmenter les impôts. A commencer par M. Hollande, partisan d'un choc fiscal d'une trentaine de milliards en dix-huit mois et d'une politique de simple maîtrise de la dépense publique.

Faire plus, estime son équipe de campagne, compromettrait la croissance et le retour à meilleure fortune budgétaire. Dans le scénario socialiste, la dépense de l'Etat resterait stable en volume et celle de l'ensemble des administrations publiques (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) progresserait de seulement 1 %. En 2017, la part de la dépense publique n'en aurait pas moins diminué de 50 milliards d'euros, passant de 56,5 % à 53,9 % du produit intérieur brut (PIB). Comment ? Grâce au retour d'une croissance de 2 % en 2014 et de 2 % à 2,5 % ensuite. Autrement dit, les dépenses publiques ne baisseraient pas en valeur absolue mais en valeur relative.

Si la croissance, cependant, n'est pas au rendez-vous, M. Hollande n'aura d'autre choix que d'augmenter à nouveau les impôts ou de faire de vraies coupes dans les dépenses. Il y a dans ce calcul un pari. Il apparaît d'autant plus hasardeux que, pour 2012 et 2013, le candidat socialiste a retenu des prévisions de croissance nettement supérieures (+ 0,5 % et + 1,7 %) à celles du consensus des économistes (0 % et 1 %)...

François Bayrou affiche d'autres ambitions. Il se fait fort d'économiser 50 milliards d'euros en gelant les dépenses publiques à leur niveau de 2012 en 2013 et en 2014, puis en les laissant évoluer comme l'inflation ou un peu moins rapidement. Ses prévisions macroéconomiques sont prudentes : 0,2 % de croissance en 2012, 1 % en 2013 et seulement 1,5 % par an à partir de 2014. *"Le principe "augmentation zéro en valeur" est exigeant. Il oblige à des redéploiements à l'intérieur des trois grands ordonnateurs de la dépense publique : l'Etat, la Sécurité sociale, les collectivités locales, et peut-être entre ces trois ordonnateurs. En effet, les salaires et les retraites doivent respirer. Il faudra donc compenser sur les interventions"*, observe M. Bayrou, reconnaissant ainsi qu'il taillerait dans les dépenses économiques et sociales.

Le gouvernement Fillon a quelques résultats à son actif. Il a fait baisser la dépense de l'Etat en 2011. C'était une première depuis 1945. Il souhaite désormais ramener le rythme de progression de la dépense publique à + 0,8 % cette année et à + 0,4 % par an entre 2013 et 2016, ce que la gauche juge infaisable. Pour ce faire, il compte notamment sur les économies générées par la réforme des retraites (20 milliards en 2016), sur une augmentation de l'objectif national des dépenses d'assurance-maladie (Ondam) limitée à 2,5 % - sans préciser comment il s'y prend - et sur 6 milliards de baisse des transferts aux collectivités locales. Les réductions de dépenses représenteraient 52 % de son effort de redressement en 2013 et 64 % en 2016.

Mais ce que le gouvernement ne crie pas sur les toits, c'est qu'il prévoit également de faire passer le taux de prélèvements obligatoires de 43,7 % du PIB fin 2011 à 46 % en 2016. Ces 2,3 points de PIB supplémentaires représentent un surcroît de recettes de 46 milliards d'euros, que n'explique pas la seule augmentation du taux normal de TVA en 2012.

En valeur absolue, ce choc est proche de celui annoncé par M. Bayrou et supérieur à celui programmé par M. Hollande...

>> Lire aussi : ["Effectifs de la fonction publique : des propositions et des non-dits"](#)

>> Lire aussi : ["Collectivités locales, le délicat tour de vis sur les dotations"](#)

Article paru dans l'édition du 05.02.12



© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et contact | Publicité | Abonnements

Journal d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'actualité. Découvrez chaque jour toute l'info en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.